

## ACTE D'ENGAGEMENT

### MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'OEUVRE

---

**Missions de maitrise d'oeuvre pour les études de  
reconstruction de la station d'épuration de Soulaire  
et Bourg**

---

**CONTRAT N° .....**  
(à compléter par la collectivité lors de l'attribution)

**Angers Loire Métropole  
Direction Eau et Assainissement  
BP 80011  
49020 ANGERS CEDEX 02**

## ACTE D'ENGAGEMENT

**Maître de l'ouvrage :**

**ANGERS LOIRE METROPOLE**

**Objet du marché :**

**Mission de maîtrise d'œuvre pour les études de reconstruction de la station d'épuration de Soulaire et Bourg.**

**Mode de passation et forme de marché :**

MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE passé en application des articles L2123-1-1°, R2123-1-1° à R2123-7 et R2172-1 à R2172-6 du Code de la Commande Publique (CCP).

**Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances :**

**Monsieur le Président d'Angers Loire Métropole**

**Ordonnateur :**

**Monsieur le Président d'Angers Loire Métropole**

**Comptable public assignataire des paiements :**

Le Responsable du Service de Gestion Comptable Angers  
Boulevard de la Résistance-et-de-la-Déportation  
49020 Angers Cedex 02

**Code CPV :**

71300000-1	Services d'ingénierie
------------	-----------------------

**Nomenclature interne :** 71.01 - Maîtrise d'œuvre (hors services de maîtrise d'œuvre pour les projets urbains) et ordonnancement, pilotage et coordination.

## **CHAPITRE PREMIER : GENERALITES**

### **Article premier : Contractant**

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché indiquées à l'article « pièces contractuelles » du présent document qui fait référence au CCAG-Prestations Intellectuelles et conformément à leurs clauses et stipulations ;

<input type="checkbox"/> Le signataire (Candidat individuel),
M
.....
.....
Agissant en qualité de
.....
<input type="checkbox"/> m'engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte ;
Nom commercial.....
.....
Dénomination sociale.....
.....
Adresse
.....
.....
.....
Adresse électronique
.....
..
Numéro de téléphone ..... Télécopie
.....
Numéro de SIRET ..... Code APE
.....
<b>Numéro SIRET de facturation</b> (si différent) :.....
Numéro de TVA intracommunautaire
.....
<input type="checkbox"/> engage la société ..... sur la base de son offre ;
Nom commercial et dénomination sociale
.....
.....
.....
Adresse
.....
.....
.....
Adresse électronique
.....
.....
..

Numéro de téléphone .....	Télécopie .....
Numéro de SIRET .....	Code APE .....
Numéro de TVA intracommunautaire .....	

<input type="checkbox"/> Le mandataire (Candidat groupé), M .....	
Agissant en qualité de .....	
désigné mandataire : <input type="checkbox"/> du groupement solidaire <input type="checkbox"/> solidaire du groupement conjoint <input type="checkbox"/> non solidaire du groupement conjoint	
Nom commercial .....	
Dénomination sociale .....	
Adresse .....	
Adresse électronique .....	
..	
Numéro de téléphone .....	Télécopie .....
Numéro de SIRET .....	Code APE .....
Numéro de TVA intracommunautaire .....	
S'engage, au nom des membres du groupement <sup>1</sup> , sur la base de l'offre du groupement,	

<sup>1</sup> L'annexe relative à la désignation des co-traitants est à dupliquer en autant d'exemplaires que nécessaire. Elle est recommandée dans le cas d'un groupement conjoint.

- après avoir pris connaissance du programme et des documents qui y sont mentionnés,
- après avoir réalisé, le cas échéant, une visite libre sur site,
- après avoir établi les déclarations et fourni les certificats prévus aux articles R2143-3, R2143-16 du Code de la Commande publique,
- après avoir remis une attestation sur l'honneur indiquant mon (notre) intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France,

AFFIRME / AFFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du contrat, qu'aucune des personnes physiques ou morales pour lesquelles j'interviens / nous intervenons ne tombe sous le coup de l'interdiction découlant des articles R2143-3, R2143-16 du Code de la Commande publique,

M'ENGAGE / NOUS ENGAGEONS, sans réserve, à exécuter la mission de maîtrise d'œuvre aux conditions particulières ci-après, qui constituent l'offre.

Je m'engage ou j'engage le groupement dont je suis mandataire, sur la base de mon offre ou de l'offre du groupement (rayer les mentions inutiles), exprimée en euros.

L'offre ainsi présentée n'est valable toutefois que si la décision d'attribution intervient dans un délai de **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

## **Article 2 : Pièces constitutives du marché**

Les **pièces contractuelles** du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles,
- Le programme/CCTP,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- Les articles R2431-2 à R 2432-7 du code de la commande publique correspondant à l'ex-décret n°93-1268 du 29 Novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé ;
- L'arrêté du 22 mars 2019 (abrogeant l'arrêté du 21 décembre 1993) précisant les modalités techniques des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé ;
- Les Eurocodes (normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 et leurs annexes nationales) applicables aux marchés publics de travaux ;
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 avril 1986 du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation ;
- L'offre technique et financière du candidat

(Le titulaire du présent marché doit prendre en compte dans l'exécution des prestations toutes les dispositions particulières instituées par le CCAG MOE approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021).

### Article 3 : Missions

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages d'infrastructure destinés à une activité industrielle dont la conception est déterminée par le processus d'exploitation

- Bien que le présent marché n'entre pas dans le cadre du livre IV de la commande publique, il sera fait référence aux articles R2431-2 à R 2432-7 du code de la commande publique (ex décret N° 93-1268 du 29 Novembre 1993) et à l'arrêté du 22 mars 2019 (abrogeant du 21 Décembre 1993). Les éléments de missions qu'il contient sont établis en faisant référence à ses textes d'application, sur les définitions et les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre (articles R2431-2 à R 2432-7 du code de la commande publique (ex décret N° 93-1268 du 29 Novembre 1993) et à l'annexe I de l'arrêté du 22 mars 2019 abrogeant du 21 Décembre 1993 ;

Le présent marché est constitué des éléments suivants :

Code	Libellé
AVP	Avant-projet
PRO/DCE	Etudes de projet/ Dossier de consultation des entreprises
DLE	Établissement du dossier de déclaration
AMT	Assistance pour la passation du marché de travaux

Il est expressément convenu qu'au stade études sont incluses dans les missions :

- Les reconnaissances in situ et l'ensemble des études réglementaires nécessaires à la réalisation du projet, pour la déclaration de la station au titre de la Loi sur l'Eau.
- Les contacts avec les concessionnaires :
  - Pour recueillir leurs exigences éventuelles et en tenir compte dans les définitions des ouvrages de l'opération.
  - Pour leur fournir les données sur les caractéristiques des ouvrages projetés et obtenir de leur part, leurs propositions correspondantes à transmettre au Maître d'ouvrage.

#### Eléments de mission AVP :

Le maître d'œuvre réalisera au titre de cette mission :

- La synthèse des études antérieures et la vérification / validation de leur contenu,
- La prise en compte des documents d'urbanisme et réglementaires,
- La synthèse des contraintes appliquées au projet,
- La réalisation des DT pour la localisation et l'identification des caractéristiques des réseaux concessionnaires (AEP, ENEDIS, FT),
- La présentation des différentes filières de traitement des eaux et des boues de la station d'épuration,
- Le prédimensionnement des futures installations,
- L'établissement des plans :
  - Profil en long du réseau de refoulement, coupe du poste de refoulement,
  - Plan d'implantation, plan masse, synoptiques des files de traitement de la station d'épuration
- Le chiffrage du coût prévisionnel d'investissement et du coût prévisionnel d'exploitation de la station d'épuration,
- Le planning global de l'opération.

### Eléments de mission PRO :

Le rapport PRO développera les principes de conception et de construction des futurs ouvrages :

- Présentation du fonctionnement des futures installations (process, mesures, automatisme, autosurveillance, supervision, télétransmission, GMAO),
- Nature et caractéristiques dimensionnelles des futurs ouvrages,
- Caractéristiques techniques des équipements,
- Fourniture des notes de calculs correspondantes,
- Fourniture d'un dossier de plans : plan masse, plans réseaux internes, synoptiques détaillés,
- La note et/ou les plans d'intégration architecturale des ouvrages dans leur environnement,
- L'évaluation détaillée des coûts d'investissement des travaux séparés entre gros œuvre et process,
- L'évaluation détaillée des coûts d'exploitation sur 1 an et 10 ans.

### Eléments de mission DLE :

Le maître d'œuvre prévoira la réalisation du dossier de déclaration de la future station d'épuration au titre de la Loi sur l'Eau et ses reprises éventuelles jusqu'à validation des services instructeurs.

Ce dossier devra également intégrer les éventuels travaux liés aux modifications du réseau de collecte.

Le dossier comprendra l'analyse de l'état initial du dispositif d'assainissement, la notice d'incidence, la présentation du projet, l'impact du projet sur l'environnement et sa compatibilité avec les SDAGE et SAGE, la définition des mesures compensatoires éventuelles et des moyens de surveillance des installations.

Les documents d'études devront être remis en 1 exemplaire informatique et 1 exemplaire papier.

Les formats informatiques seront Word et Excel pour les pièces écrites, format DWG pour les pièces graphiques en respectant la charte graphique d'Angers Loire Métropole.

Aucune variante n'est autorisée.

La dévolution des travaux est prévue par marché unique.

### Eléments de mission AMT :

- L'établissement du dossier de consultation des entreprises (hors pièces administratives : les pièces Règlement de la consultation, Acte d'engagement et CCAP qui seront rédigées par Angers Loire Métropole) :
  - CCTP et ses annexes dont plans,
  - DPGF,
  - BPE (Bilan Prévisionnel d'Exploitation),
- L'analyse des offres remises par les entreprises : vérification de leur conformité au CCTP, analyse de la qualité des offres remises,
- La gestion des échanges questions – réponses avec les candidats,
- La rédaction d'un rapport d'analyse des offres, y compris l'analyse des candidatures.

En cas de consultation infructueuse, le maître d'œuvre devra reprendre le DCE concerné, sans rémunération complémentaire.

Pour rappel, la maîtrise d'œuvre en phase exécution des travaux reviendra aux services compétents de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement.

## **Article 4 : Intervenants**

### 4.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par la direction de l'eau et de l'assainissement d'Angers Loire Métropole.

### 4.2 - Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé dont le nom et les missions seront confirmées ultérieurement.

Le maître d'œuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique, que le maître de l'ouvrage lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve au stade des études.

### 4.3 - Ordonnancement, pilotage, coordination

La réalisation des prestations décrites dans l'élément de mission O.P.C. ne sera pas confiée au titulaire du marché.

### 4.4 - Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

L'opération de travaux, objet du présent marché relèvera du **niveau II** au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993).

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera assurée par :

SNEC  
5 RUE JULES VERNE  
44405 REZE CEDEX



## **CHAPITRE II : PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES**

### **Article 5 : Offre de prix**

#### **5.1 – Forfait de rémunération**

L'enveloppe financière affectée aux travaux s'élève à 800 000 € HT.

L'ensemble des prestations à exécuter sera rémunéré par application d'un **prix global forfaitaire (forfait définitif)** égal à :

Montant H.T.	..... Euros
TVA (taux de .....%)	..... Euros
Montant T.T.C.	..... Euros

L'offre est réputée établie sur la base des conditions économiques en vigueur en **février 2026**.

Elle résulte de l'appréciation de la complexité de l'opération et comprend les éléments de mission de maîtrise d'œuvre définis dans le présent document.

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

La part attribuée à chaque cotraitant est fixée dans l'annexe 1 au présent acte d'engagement.

Si en cours d'exécution du marché, le maître de l'ouvrage décide d'une évolution de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux et la rémunération du maître d'œuvre sera alors négociée entre le titulaire et le maître d'ouvrage.

#### **5.2 - Modalités de variation des prix**

Le prix est révisable.

Pour la révision des prix, il sera fait application de **l'Indice National Ingénierie** publié sur le site de l'INSEE et au Moniteur des Travaux Publics.

La révision est effectuée lors de chaque présentation de demandes de paiement par application au prix du marché d'un coefficient "Cm" de révision sur le calcul de l'acompte du mois "m" donné par la formule :

$$Cm = 0.15 + 0.85 \times Im/Io$$

Dans laquelle :

Io = Indice National Ingénierie connu au premier jour du mois d'établissement du marché (m0)

Im = Indice National Ingénierie connu au premier jour du mois d'exécution des prestations

La révision est effectuée selon la dernière valeur connue de l'indice.

### 5.3 - Modalités de la rémunération

La rémunération sera effectuée conformément à la répartition indiquée à l'annexe 1 du présent acte d'engagement. Elle fera l'objet d'acomptes périodiques établis dans les conditions suivantes :

Les prestations peuvent être réglées avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois. Dans ce cas, la demande de paiement, établie par le maître d'œuvre comporte le compte rendu d'avancement de l'étude, indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution ; ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

### 5.4 - Contenu de la demande de paiement

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement émanant du maître d'œuvre, accompagné des pièces nécessaires à la justification du paiement et qui contient les mentions suivantes :

Les demandes de paiement seront établies en **un exemplaire** portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- les prix forfaitaires peuvent être fractionnés, si la prestation ou la partie de prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas achevée. Il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de la prestation conformément à la décomposition des prix du marché ;
- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

La demande de paiement est déposée sur chorus.

### Les demandes de paiement devront être libellées :

Angers Loire Métropole

Direction de l'eau et de l'assainissement

Service Etudes et Travaux  
BP 80011  
49020 ANGERS Cedex 02

Par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG MOE, en cas de groupement, chaque cotraitant dépose sa propre facture sur CHORUS qui sera ensuite validée par le mandataire. **Celui-ci y ajoute un tableau récapitulatif des dépenses supportées par chaque cotraitant.**

Pour déposer vos notes d'honoraires sur **CHORUS PRO**, chaque cotraitant doit déposer sa facture et faire valider le mandataire via CHORUS avant que celle-ci parvienne à la collectivité. Il faudra indiquer les éléments ci-dessous :

- SIRET Angers Loire Métropole - Budget annexe Assainissement : 244 900 015 00029
- Code service : 384 Etudes et travaux

#### **Acceptation de la demande de paiement par l'acheteur :**

Le maître de l'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au maître d'œuvre.

#### **5.5 - Modalités de règlement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai de **30 jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### **5.6 – Avance**

Par application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG MOE, une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire à l'article 6 du présent document, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé de la façon suivante :

- si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois : 10 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché ou de la tranche affermie;
- si la durée du marché est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10 % d'une somme égale à douze fois le montant initial, toutes taxes comprises, divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché ou de la tranche affermie. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché ou de la tranche affermie.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Les sous-traitants, y compris ceux bénéficiant du paiement direct, ne peuvent prétendre au versement d'une avance.

Garantie financière de l'avance : Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

#### 5.7 – Demande de paiement finale

Le maître d'œuvre transmet sa demande de paiement finale au maître d'ouvrage après la notification du (des) marché(s) de travaux.

Cette demande de paiement finale est le projet de décompte final. Ce décompte final est établi sur la base des prix révisés. Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le maître d'œuvre. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final.

#### 5.8 – Décompte général et définitif

Il est dérogé aux articles 11.8.1, 11.8.5 et 11.8.6 du CCAG MŒ, en ce qui concerne le montant du décompte final qui tient compte des révisions définitives. Les autres dispositions de ces articles s'appliquent.

Par dérogation au 11.8.5.3, le silence du maître d'ouvrage ne vaut pas DGD tacite.

### **Article 6 : Paiement**

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes ci-après selon les répartitions jointes en annexe 1 :

**JOINDRE RIB AVEC IBAN ET BIC**

## **CHAPITRE III : DELAIS - PENALITES POUR RETARD**

### **Article 7 : Délais et pénalités**

L'exécution des prestations commencera **dès réception de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la mission AVP** et s'achèvera à la notification des marchés de travaux (durée estimative et non contractuelle de 3 ans)

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG MOE, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, la date de notification du marché est la date de la première consultation certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique. A défaut de consultation dans un délai de 15 jours, la date de notification est la date du 15ème jour suivant la mise à disposition sur la plateforme.

Cette disposition s'applique également pour toutes les notifications de décisions, observations et informations en cours d'exécution.

Les délais d'exécution et de validation des documents d'études, sont les suivants :

Code	Point de départ	Délai d'exécution maximum	Délai prévisionnel de validation	Pénalités (après mise en demeure)
AVP	Date indiquée sur l'ordre de service lui prescrivant de démarrer l'exécution de la mission.	4 semaines calendaires	3 semaines calendaires	50 € / jour calendaire de retard
PRO/DCE	Date indiquée sur l'ordre de service lui prescrivant de démarrer l'exécution de la mission.	3 semaines calendaires	3 semaines calendaires	50 € / jour calendaire de retard
DLE	Date indiquée sur l'ordre de service lui prescrivant de démarrer l'exécution de la mission.	5 semaines calendaires		
AMT	A partir de la transmission des plis pour l'analyse des offres, les régularisations, les négociations	5 semaines calendaires	3 semaines calendaires	100 € / jour calendaire de retard

Les délais d'exécution peuvent être prolongés selon les dispositions de l'article 15.3 du CCAG MOE.

Les documents d'études et le dossier des ouvrages exécutés sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et validation.

Par dérogation l'article 20.5 et en application de l'article 21 du CCAG MOE, la décision par le maître de l'ouvrage de l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des documents d'études et du dossier des ouvrages exécutés doit intervenir avant l'expiration des délais ci-dessus (cf tableau)..

Les délais de validation courent à compter de la date de réception par le maître de l'ouvrage du document à réceptionner.

Après vérification des documents d'études et du dossier des ouvrages exécutés, la décision du maître d'ouvrage sera notifiée par courrier, par mail ou via le profil acheteur.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation n'est pas considérée comme admise tacitement, par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE.

Par dérogation à l'article 21.2.1 (sur les délais), en cas d'ajournement, les prestations mises au point par le maître d'œuvre devront être présentées au maître d'ouvrage dans les délais indiqués dans la décision d'ajournement qui ne pourront être supérieurs aux délais indiqués dans le tableau ci-dessus. Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 5 jours à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour faire connaître son acceptation

Par dérogation à l'article 21.3 (sur les délais), en cas de réfaction, le maître d'œuvre dispose d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations. Par dérogation dudit article, le silence gardé par le maître de l'ouvrage au-delà du délai mentionné ne vaut pas admission sans réfaction.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux

indiqués ci-dessus. Par dérogation à l'article 21.4, le maître de l'ouvrage a la faculté de décider du rejet des prestations sans convocations préalable du maître d'œuvre.

Le présent article déroge à l'article 16.2 du CCAG MOE. Les pénalités s'appliquent dès le 1er euro, sans plafond et sans révision. En cas de retard d'exécution, une mise en demeure pourra être réalisée par mail ou courrier.

Objet de la pénalité	Modalités d'application	Montant de la pénalité
Absence aux réunions et/ou représentant habilité	Sur simple constat	100 € par absence

## **CHAPITRE IV : CLAUSES DIVERSES**

### **Article 8 : Utilisation des résultats**

Les résultats et leur utilisation sont définis conformément aux dispositions du CCAG de MOE (chapitre V, articles 22 et suivants).

#### **8.1 – Connaissances antérieures de la maîtrise d'ouvrage**

Les connaissances antérieures mises à disposition par la maîtrise d'ouvrage au maître d'œuvre et listées ci-après ne relèveront pas des résultats et des droits associés. Cette liste peut être complétée au cours du contrat par ordre de service. A ce stade, les connaissances antérieures sont les suivantes :

- x** Programme technique/CCTP

#### **8.2 – Droits et exploitations des résultats (concession à titre non exclusif)**

Tout élément résultant de l'exécution des prestations objet du marché aura le caractère de résultat dès lors que celui-ci n'aura pas été identifié comme une connaissance antérieure et que le livrable ou l'élément de mission dont ils découlent auront été admis.

Le maître de l'ouvrage s'engage à respecter les droits moraux inhérents à l'auteur ou aux auteurs identifiés dans les résultats.

Conformément à l'article 24.6, le maître d'œuvre veillera à ne pas porter atteinte aux droits ou à l'image du maître d'ouvrage en cas d'exploitation des résultats.

En application de l'article R 2194-2 (clause de réexamen), en cas d'exploitation commerciale des résultats par le maître d'ouvrage ou les tiers désignés, les parties s'engagent à se rapprocher préalablement afin de convenir des modalités de celle-ci.

#### **8.3 – Tiers désignés au marché**

Les tiers ci-après bénéficieront des mêmes droits et seront soumis aux mêmes obligations que le maître de l'ouvrage pour l'utilisation de l'intégralité ou partie des résultats :

- Le coordonnateur sécurité et protection de la santé
- Le contrôleur technique
- Les entreprises de travaux

## **Article 9 : Résiliation du marché**

Le présent marché pourra être résilié dans les conditions fixées au CCAG-MOE.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG-MOE, l'indemnité de résiliation sera égale à 2 % de la partie non encore exécutée du marché.

## **Article 10 : Clauses diverses et dispositif de vigilance**

### 10.1 - Assurances

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant ses responsabilités.

Les attestations valides sont à transmettre :

- dans les mêmes délais que ceux relatifs aux documents que doit remettre l'attributaire, par dérogation à l'article 9.1.3 du CCAG MOE ;
- à chaque début de période de validité de la police d'assurance
- sur demande du maître d'ouvrage.

Il doit contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la responsabilité civile décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire, si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final. À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

De plus le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail. Les pièces et attestations qui y sont mentionnées, devront être déposées sur la plateforme <https://www.e-attestations.com>. Cette plateforme est gratuite.

Le maître d'ouvrage a contracté un contrat de responsabilité civile.

### 10.2 - Droit et langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nantes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

### 10.3 - Décision de poursuivre

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le maître d'ouvrage.

#### 10.4 Clause d'insertion dans les marchés de travaux

A titre informatif, Angers Loire Métropole s'est engagée dans une politique d'insertion des personnes à la recherche d'un emploi. C'est pourquoi, il est envisagé l'intégration de clauses d'insertion dans les marchés de travaux.

#### **Article 11 : Dérogations aux documents généraux**

**Les dérogations aux CCAG-MOE, explicitées dans les articles désignés ci-après, sont apportées aux articles suivants :**

Articles du présent document	Dérogations aux articles du CCAG - MOE
<b>Dérogation aux articles du CCAG de maîtrise d'œuvre</b>	
2	4.1 du CCAG MOE
5.1	10.1.1 du CCAG MOE
5.4	11.2 et 11.5 du CCAG MOE 11.5 et 12.1.3 du CCAG MOE
5.5	11.7.1 et 11.7.2 du CCAG MOE
5.8	11.8.1, 11.8.5.3, 11.8.5 et 11.8.6 du CCAG MOE
7	3.1.2 (sur le délai) - 15.1.4 – 16.2 – 20.5 - 21 - 21.2.1 - 21.3– 21.4 du CCAG MOE
9	31 et 32.5 du CCAG MOE
10.1	9.1.3 du CCAG MOE

\*\*\*

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles L2141-1 à -5 du code de la commande publique.

#### **ENGAGEMENT DU CANDIDAT**

*Fait en un seul original*  
A .....  
Le .....

**Signature du candidat**  
*Porter la mention manuscrite*  
*Lu et approuvé*

Le candidat renonce au bénéfice de l'avance (cocher la case correspondante) - en cas de marché supérieur à 50 000 € HT :

- ☐ NON, je ne renonce pas  
☐ OUI, je renonce



**Nota :** Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, l'entité adjudicatrice considérera que l'entreprise renonce au bénéfice de l'avance.

## ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR L'ENTITE ADJUDICATRICE

---

*Est acceptée la présente offre pour valoir  
marché*

A Angers

**Signature du représentant de l'entité  
adjudicatrice habilité par la délibération en  
date du 7 novembre 2024**

Elle est complétée par les annexes suivantes<sup>2</sup> :

- ☐ Annexe n°... relative à la présentation d'un sous-traitant (ou DC4) ;
- ☐ Annexe n°1 relative à la désignation et répartition des cotraitants en cas de groupement
- ☐ Annexe n°... relative aux demandes de précisions ou de compléments sur la teneur des offres ;
- ☐ Annexe n°... relative à la mise au point du marché (ou OUV11) ;
- ☐ Autres annexes (A préciser) :

## NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCES<sup>3</sup>

---

Le titulaire du marché souhaite-t-il que lui soit remis un certificat de cessibilité ?

OUI / NON (*rayez la mention inutile*)

*Si oui, en cas de groupement, et/ou de sous-traitant(s) déclaré(s) dès la remise de l'offre,  
préciser les bénéficiaires demandeurs :*

.....

.....

...

Le certificat de cessibilité sera signé sous format papier original et envoyé par voie postale au bénéficiaire. Parallèlement, une lettre d'information sera notifiée au bénéficiaire par lettre RAR électronique via la plate-forme marches-securises.fr.

---

<sup>2</sup> Cocher la case correspondante

<sup>3</sup> Cochez la case qui correspond à votre choix , soit certification de cessibilité soit copie délivrée en unique exemplaire

**ANNEXE N° 1 : MISSIONS ET REPARTITIONS DES HONORAIRES**

Les pourcentages de chaque élément de mission sont les suivants :

Eléments de mission	Total sur honoraires %	Total global H.T.	Répartition par cotraitant				
			Part de	Part de	Part de	Part de	Part de
AVP PRO/DCE DLE AMT							
<b>TOTAL</b>	100,00 %						